

Socialiste

à Chevilly-Larue



Editorial

Le groupe socialiste

Bâtir un nouveau modèle Le temps de la Reconstruction

Le temps de la campagne est désormais révolu, et nous ne pouvons que nous féliciter d'appartenir à la majorité conduite par Christian Hervy, auquel nous renouvelons toute notre confiance. Il sait qu'il pourra compter sur le soutien du groupe socialiste, qui entend tenir toute sa place au sein du Conseil municipal, en affirmant son identité chaque fois que l'occasion se présentera.

Chacun sait combien cette élection a été difficile, sur fond de tensions et de divisions internes. Et qu'il nous appartient désormais de rebâtir des fondations bien fragiles. Sur décision du Conseil fédéral du 11 février dernier, la section PS de Chevilly-Larue a été dissoute. Michèle Sabban, Première secrétaire fédérale et Serge Lagauche, Secrétaire fédéral en charge des finances, ont confirmé le bien-fondé de cette décision, le 7 mai dernier, dans le cadre d'une réunion visant à désigner un délégué fédéral chargé de veiller à la mise en œuvre de la future section, en perspective du Congrès programmé à l'automne. Las ! L'intrusion de plusieurs éléments contestataires, ralliés aujourd'hui à l'opposition municipale et radiés des listes du Parti, a écourté cette rencontre. Tant et si bien que l'ordre du jour a été reporté, sur ordre de Michèle Sabban.

Une prochaine réunion est prévue avant l'été, en présence des membres de la Fédération, du groupe socialiste et des militants qui entendent prendre part à la reconstruction que nous appelons de nos vœux. Nous ne souhaitons d'ailleurs fermer aucune porte, et nous tenons d'ores et déjà à la disposition de celles et ceux qui voudrons bien se joindre à nous dans cette entreprise de reconquête. À quelques mois seulement d'un congrès qui décidera de notre avenir commun et aboutira à la désignation d'une nouvelle équipe dirigeante à la tête du Parti, un nouveau défi nous attend, celui de l'Unité.

Du courage, nous n'en manquerons pas. D'autant qu'il nous faudra faire front contre les méfaits de la politique gouvernementale et d'une droite résolument décomplexée. En témoigne le plan de rigueur que nous concoctent le chef de l'État et ses troupes. Avec, à la clé, la baisse du pouvoir d'achat, le blocage des salaires, la création des franchises médicales qui touchent de plein fouet les foyers les plus modestes, les cadeaux fiscaux consentis aux plus riches... La liste est longue des injustices dont la droite se rend jour après jour coupable et auxquelles nous devons opposer une politique locale utile et protectrice.

Nous réaffirmons ainsi la nécessité d'organiser, au plus vite, une conférence sur les salaires pour augmenter le SMIC et les rémunérations, en liant l'exonération des cotisations sociales pour les entreprises à l'augmentation des salaires. Nous réclamons également une revalorisation immédiate de 5 % des petites retraites, la répercussion en faveur des consommateurs des marges obtenues par la grande distribution sur les producteurs, ainsi qu'une incitation fiscale pour faire baisser les prix des produits de première nécessité. Nous appelons enfin le gouvernement à diminuer le coût du logement par un encadrement des loyers indexés sur le seul coût de la vie, la création d'un service public de caution et le respect de la loi obligeant les communes à créer 20 % d'habitats sociaux. Et, pour cela, il nous faut à nouveau nous rassembler, sans jamais oublier que ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous sépare !

ISSN et numéro de Commission paritaire en cours

H. Rigaud

Maire adjointe
**Solidarités
Action sociale**



B. Tranchant

Maire adjoint
**Communication
Intercommunalité**



F. Pernigotti

Conseiller municipal délégué
**Économie sociale
et solidaire**



M. Rizki

Conseiller municipal
**Mission sur la liaison
avec les comités
de quartier**



J. Ramiasa

Conseiller municipal
**Mission sur l'aide
au développement**



Le groupe socialiste de Chevilly-Larue

numéro 1 juin 2008

1



Interview

Alain BERGOUNIOUX

La nouvelle déclaration de principes est "la carte d'identité du PS"

La Commission de la Rénovation du Parti vient d'élaborer un projet de « déclaration de principes » qui offre un nouveau regard sur les fondements de la théorie socialiste et la société qu'il entend construire pour les prochaines années. L'analyse d'Alain Bergounioux, Secrétaire national aux Études.

Le Parti socialiste vient d'élaborer un projet de « déclaration de principe » pour 2008, la cinquième seulement en un siècle...

Précisons d'abord que ce projet a été élaboré par la Commission de la Rénovation qui rassemble toutes les sensibilités du Parti. Et qu'il sera soumis à débat, puis au vote des fédérations, avant d'être adopté lors de la Convention nationale du 14 juin. Pour le reste, la première déclaration de principes a été entérinée en 1905, au moment de la création de la SFIO. La seconde a été rédigée en 1945, sous la plume de Léon Blum, au moment de la refondation, après l'Occupation. Une troisième a suivi, en 1969, en plénières discussions entre la SFIO et la Convention des institutions républicaines (CIR), en perspective de la création du Parti socialiste, à Épinay. La dernière (1990) a été préparée en vue du congrès de Rennes, avec l'ambition de tirer des enseignements des dix années écoulées. La future déclaration sera la première du genre au XXI^e siècle.

Comment définiriez-vous la notion de « principes » ?

La déclaration n'est ni un projet, ni un programme, ni même encore un ensemble de mesures. Elle se résume par des idées fortes. C'est la carte d'identité du Parti. Il ne s'agit cependant pas d'une plate-forme programmatique, mais d'un texte précis et concis.

Quels sont les fondements théoriques de cette nouvelle déclaration ?

Elle débute par un préambule qui se réfère aux racines historiques du Parti. La première partie s'interroge sur les finalités fondamentales, à partir d'une réflexion sur la personne humaine, la libération, les discriminations... Ce qui revient à définir très clairement les rapports entre égalité et liberté. Gardons bien à l'esprit que la perspective égalitaire de notre engagement se fait au nom des libertés.

Il apparaît également très clairement qu'il ne peut y avoir de libération possible qu'au prix d'une véritable sauvegarde de la planète. Cette déclaration fait donc du développement durable une finalité en soi, ce qui nous conduit à redéfinir la no-

tion même de progrès. Progrès humain, pour commencer, mais aussi rapport à la science, en mettant l'accent sur le principe de précaution... Autant de réflexions qui ne figuraient pas dans les précédentes déclarations de principes.

Quelles perspectives ce texte dresse-t-il ?

Notre objectif est de démontrer que nous avons toujours un rapport critique au capitalisme, en donnant une définition claire et précise de notre positionnement. Nous érigeons ainsi en principe la notion d'économie sociale et écologique du marché. Si celui-ci a toute sa place dans notre société, il ne doit pas moins être soumis à régulation dans le cadre d'une intervention de la puissance publique, là où c'est nécessaire et indispensable. Nous donnons donc un fondement théorique à la formule consacrée de Lionel Jospin : « Oui à l'économie de marché, non à la société de marché ». Un certain nombre de biens ne peuvent être distribués par le seul marché.

Dès lors que nous parvenons à démontrer qu'il y a équivalence entre dignité humaine et sauvegarde de la planète, il nous faut imaginer un modèle de développement qui puisse allier action économique, impératif écologique et protection sociale. Nous tentons ensuite de définir ce qui résulte de l'apport historique des socialistes dans les sociétés européennes : quelle est notre conception de l'État, au regard du système économique dans lequel nous vivons ? Quels objectifs pouvons-nous lui assigner, en termes d'innovation, d'investissement et de redistribution ? Toutes ces notions sont analysées sous un angle international,

affirmé dès l'origine par Jean Jaurès, et réaffirmé par la suite. Nous parlons aussi de notre conception de la France à la fois ouverte, singulière et universaliste.

Cette déclaration de principes fixe enfin dans le marbre quelques caractères propres à notre vocabulaire commun, que nous nous efforçons de définir. Qu'entendons-nous au juste par République ou laïcité ? Quelle est notre conception de la justice et de l'Europe ? Quid de notre rapport à la démocratie ? Autant de questions qui sont clairement identifiées ici. Sans doute plus encore que par le passé.

Le socialisme peut-il incarner un nouvel espoir face aux méfaits du capitalisme et de l'ultralibéralisme ?

Celles et ceux qui ont travaillé sur cette déclaration sont convaincus de la pertinence de l'action et de la théorie socialistes. À sa lecture, on comprend pourquoi le socialisme démocratique, différent du libéralisme, porte un message qui répond aux problématiques posées par notre siècle : préservation de la planète, développement équilibré, lutte contre les inégalités... Ce qui fait la force du socialisme, c'est qu'il est capable d'allier l'idéal au réel, le futur et le présent, tout en assumant les contradictions de notre société. Ce n'est pas une faiblesse, mais une force qui permet une adaptation aux aléas auxquels nous sommes sans cesse confrontés. C'est en ce sens qu'il porte un espoir, non pas seulement parce qu'il est une idée, mais surtout parce qu'il allie théorie et pratique.

**Propos recueillis par
Bruno Tranchant**

Les déclarations décryptées

Quatre déclarations en un siècle, c'est à la fois beaucoup et peu. Beaucoup, car les principes devraient demeurer intangibles. Peu, dans la mesure où le Parti a dû faire face, au fil du temps, à des mutations qui ont transformé les données politiques, économiques et sociales qui lui sont propres.

Pour en savoir plus, on se réfèrera à l'ouvrage d'Alain Bergounioux, "Déclarations de principes socialistes (1905-1990)", Encyclopédie du socialisme, 2004, 32 pages, 3-12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Tél. 01 45 55 08 60.

À lire et à conserver précieusement près de soi.



« Remettre le débat politique au cœur de nos priorités »

Remise en cause du rythme des congrès, réforme du fonctionnement du Conseil national, modification du seuil de représentation des instances du Parti... Le Secrétaire national à la coordination, François Rebsamen, revient sur les propositions formulées par le groupe de travail « Vivre ensemble » soumis, le 29 mai dernier, au vote des militants.

Le groupe de travail « Vivre ensemble » formule plusieurs propositions d'ordre statutaires pour moderniser le Parti. Quel sens accordez-vous à ce travail ?

Je souhaiterais saluer, pour commencer, l'esprit qui a présidé aux réunions du groupe de travail. En dépit d'approches différentes, chacun a pu exprimer son opinion, dans des conditions courtoises et amicales. Nous avons constaté, d'autre part, qu'il était plus que jamais nécessaire d'adapter le rythme de vie du Parti au quinquennat.

Le Parti a-t-il besoin de se forger une nouvelle identité ?

Nous avons profité de cette phase initiée et voulue par François Hollande pour renouveler notre déclaration de principes et améliorer notre mode de fonctionnement du Parti. Si cela pouvait augurer d'une ambition plus collective, ce serait le signe d'une avancée significative...

Vous suggérez une modification du rythme des congrès. Cela signifie-t-il que le principe du calendrier triennal est aujourd'hui dépassé et que ces rencontres s'ordonneront à l'avenir autour de l'élection présidentielle ?

Notre volonté est de remettre le débat politique au cœur de nos priorités. Après avoir débattu, nous avons mis au point un calendrier qui tient effectivement compte de la présidentielle, sans pour autant faire de cette élection le fil conducteur de notre réflexion.

Vous appelez, par ailleurs, à une modification du fonctionnement du Conseil national pour en faire un lieu d'élaboration et d'échanges, à part entière. Entendez-vous ainsi donner un nouvel élan au débat d'idées que les militants appellent de leurs vœux ?

Oui. On voit d'ailleurs bien qu'avec la proportionnelle poussée à son paroxysme, le fonctionnement du Conseil national génère des insatisfactions. D'un commun accord, nous avons donc décidé de faire de cette instance ce que

Pierre Mauroy appelait lui-même le « Parlement du Parti », un espace de débat à part entière où l'on puisse voter. Et non plus une simple tribune réservée aux seuls ténors !

Vous appelez à la création d'un Conseil des territoires. Quelles missions entendez-vous lui assigner ?

En l'état, la place des élus dans le Parti pose questions. Leur poids et leur apport dans la vie locale, leurs expériences, leurs préoccupations sont insuffisamment pris en compte. Au point que certains ont pu prendre leurs distances... Ils doivent donc pouvoir exprimer librement leur point de vue au sein d'une structure qui les représente pleinement.

Cela ne revient-il pas à remettre en cause la Fédération des élus socialistes et républicains (FNESR) ?

Non. Le Conseil des territoires est destiné à être un lieu où pourront se croiser celles et ceux qui siègent dans des associations d'élus, parce qu'ils ont l'étiquette socialiste. Il est important qu'ils puissent faire valoir leurs différences, en suscitant le débat dans le Parti. Contrairement à la FNESR qui rassemble, par vocation, des élus socialistes et républicains, cette organisation s'adressera à nos seuls représentants locaux.

Parmi les pistes évoquées, vous préconisez une nouvelle définition du rôle du Premier secrétaire. Quelles missions entendez-vous lui confier ?

Au moment où François Hollande s'apprête à quitter le Parti, il nous a semblé opportun de rappeler l'importance du rôle du Premier secrétaire, en le confortant dans sa mission de chef de l'exécutif, tout en renforçant le rôle du Conseil national, mué en organe législatif.

Jusqu'ici, le seuil à atteindre pour siéger au sein des instances nationales du Parti s'élève à 5 % des suffrages exprimés. Certains militent activement pour un relèvement afin de donner plus de force au courant majoritaire. Quelle est

la position du groupe de travail sur cette question ?

Je suis convaincu, pour ma part, que les modes de scrutin sont faits pour être changés, dans la mesure où ils génèrent des difficultés qui leur sont propres. Qu'ils s'agisse des modes de scrutin majoritaire, à l'Assemblée, ou proportionnel, au sein du Bureau national, les obstacles existent. Nous sommes donc décidés à instiller de la politique partout où c'est possible, en favorisant le débat et en évitant toute espèce de dérive comme celles qui ont pu prévaloir au temps de la SFIO.

C'est bien pour cela que nous suggérons d'aller au bout de la démarche engagée, en 1995, par Lionel Jospin, en permettant aux sections et autres fédérations de bénéficier d'une représentation au nombre de votants, et non plus seulement en fonction des mandats. Le système que nous préconisons est fondé sur la réalité du vote.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

Bientôt une nouvelle section à Chevilly-Larue

Plus que quelques mois avant la création d'une nouvelle section socialiste, à Chevilly-Larue.

Conformément aux statuts du Parti socialiste, cette initiative ne sera possible qu'à l'issue du prochain congrès programmé du 14 au 16 novembre prochains.

D'ici là, n'hésitez pas à nous contacter sur notre site :

<http://ps-chevilly.org>

1 an de Sarkozy, 1 an d'illusion, 1 an de régression

Un an après l'élection de Sarkozy à la tête de l'Etat, le PS a lancé, le 10 mai dernier, une campagne sur le thème : "Un an d'illusion, un an de régression". Trois affiches, tirées à 300 000 exemplaires et un tract imprimé à plus de 3 millions d'exemplaires sont disponibles dans les fédérations socialistes. Comme promis, la rupture a eu lieu : c'est une rupture avec les Français. Bien sûr, la conjoncture économique a pris à revers le nouveau régime ; bien sûr, les réformes bousculent par nature les positions acquises. Une énigme enveloppe toutefois ce désenchantement général. Comment un Président si bien élu a-t-il pu à ce point se méprendre et tromper les Français ? L'hubris de la victoire ? Les vicissitudes de la vie privée ? Peut-être. Mais il n'est que temps de dénoncer les méfaits d'une politique de classe qui ne dit pas son nom !



Éducation : l'état de crise !

Les récentes déclarations du chef de l'État sur le mouvement social des enseignants et lycéens n'ont eu pour seul effet que d'échauffer les esprits. Elles ont confirmé, par ailleurs, sa volonté manifeste de diviser un peu plus encore les Français, en créant les conditions d'un détestable conflit entre personnels éducatifs et parents d'élèves.

Les difficultés rencontrées par l'Éducation nationale méritaient pourtant un tout autre traitement que cette fuite en avant démagogique et irresponsable. D'autant que la rentrée sera synonyme, pour tous, de coupes drastiques dans les effectifs. Avec, à la clé, la suppression de 11 200 postes et la perspective, peu enthousiasmante, de classes surchargées. Dans le département, comme partout ailleurs !

Les événements survenus au groupe Paul Bert sont, à cet égard, particulièrement

éloquents. Ils prouvent qu'à force de volonté et de pugnacité de la part du corps enseignant, conjuguée à la mobilisation des parents et des associations, les décisions de fermeture de classe ne sont jamais totalement acquises, ce dont nous nous félicitons. Ils démontrent, surtout, qu'il revient aux autorités de ce pays d'élever les qualifications au rang de priorité et d'offrir aux jeunes une formation digne de ce nom, en leur assurant un véritable avenir. Pour ce faire, nous avons besoin d'un service public doté de moyens suffisants et intelligemment répartis. Tout le contraire, en somme, de ce que nous concocte un gouvernement aux abois dont la politique est un véritable danger pour nos établissements scolaires !

Bruno Tranchant

Maire adjoint en charge de la Communication et de l'Intercommunalité



En bref

Rencontres à tous âges...

« Lorsque Eliane Darmon m'a invité, le 30 avril dernier, au foyer Gabriel Chauvet, j'ai d'abord été surprise, mais particulièrement heureuse de partager ce moment avec nos aînés. L'accueil fut à la fois chaleureux et simple. Les convives étaient enthousiastes à l'idée de se retrouver. Entre apéritif et dessert, j'ai eu l'occasion de discuter avec beaucoup d'entre eux. J'ai d'ailleurs été étonnée par la sagacité de mes interlocuteurs sur notre ville, son histoire, les modifications récentes, l'environnement, les voyages, la jeunesse.

J'ai rencontré des gens ouverts, dotés du recul nécessaire qui permet de relativiser les choses. Ils aiment la jeunesse, la vie et les autres. Ils sont également animés par l'envie de transmettre aux autres leurs expériences et acquis. Si un jour vous passez par là, ouvrez la porte sans la moindre hésitation et descendez au sous-sol. Je suis convaincue que vous y ferez de bonnes rencontres ».

Hermine Rigaud, maire adjointe en charge des Solidarités et de l'Action sociale.

Quel avenir pour les retraites ?

Le PS a soutenu la mobilisation unitaire du 22 mai pour la défense et l'amélioration des retraites.

L'initiative vise clairement à contrer la méthode utilisée par le gouvernement et sa vision unique de la réforme à mener. Pour l'avenir des retraites, nous n'envisageons pas autre chose qu'une vraie négociation avec les partenaires sociaux et pas seulement une consultation.

Service minimum, tromperie maximum !

Sarkozy a annoncé qu'un projet de loi instaurant le service minimum serait déposé avant l'été, sans avoir préalablement consulté les syndicats d'enseignants. Un nouveau coup de force qui se double d'une atteinte au droit de grève !